Les 13 et 14 décembre 2007 à Berlin –
Centre Marc Bloch, centre franco-allemand de recherche en sciences sociales

Séminaire de formation - recherche

Les régimes français et allemands de relations professionnelles face aux changements d'échelles :

Acteurs, modes de régulation et arènes de pouvoir

En France et en Allemagne, comme dans la plupart des autres pays occidentaux, les systèmes de relations industrielles tendent à se recomposer depuis les années 90. Pris entre un mouvement de décentralisation vers l'entreprise, de territorialisation et d'eupéanisation, les systèmes nationaux de relations professionnelles sont soumis à un processus multiforme de recomposition. L'identification des différents enjeux et dimensions de ces processus de recomposition est l'objectif principal des journées de formation-recherche du CIERA organisées à Berlin à l'automne prochain. La réflexion collective sera focalisée sur les cas de la France et de l'Allemagne, longtemps présentés dans la littérature comme des cas contrastés. Ces deux figures bien connues de la comparaison européenne permettent de poser de manière renouvelée, la question de la convergence, dans des contextes soumis à des pressions internes et externes de nature équivalente.

Devant la multiplicité des dynamiques qui affectent les régimes français et allemands des relations professionnelles, se posera en toile de fond la question de la pertinence du cadre national comme un cadre d'analyse des dynamiques des relations professionnelles. La branche, qui représentait dans les deux cas, un point de focalisation important de la régulation est également soumise à une remise en cause radicale.

L'ampleur des transformations en cours nous conduit à penser la recomposition des systèmes de relations professionnelles en France et en Allemagne en terme d'arènes de pouvoir. L'entreprise, la branche, l'interprofessionnel ou aujourd'hui l'Europe sont des arènes relativement autonomes les unes par rapport aux autres, constituées par des institutions, des acteurs et des enjeux spécifiques. Au sein de ces différentes arènes se formulent et se reformulent des problèmes, se négocient et renégocient des accords, se font et se règlent des conflits. L'analyse des articulations entre ces arènes constitue une première grille d'analyse comparative des recompositions de l'architecture générale des systèmes de relations professionnelles dans les deux pays. Elle permettra aux jeunes chercheurs et aux chercheurs seniors participants de situer leurs travaux dans le contexte des transformations qui affectent leur objet de recherche dans son ensemble.

Les premières journées de formation-recherche tenues à Lyon en mai dernier se sont penchées sur la fondation et la dynamique de constitution de régimes français et allemand de régulation sociale. Ces journées ont particulièrement insisté sur le cas des systèmes de relations professionnelles et ont permis une ouverture comparative, complémentaire au monde du travail et de l'emploi, sur la concertation sociale dans l'univers des politiques de la protection sociale. L'analyse de la constitution de ces régimes nationaux a été entreprise sous différents angles : quels sont les mécanismes caractéristiques de l'institutionnalisation en France et en Allemagne ? ces formes

d'institutionnalisation s'inscrivent-elles dans des traditions intellectuelles identifiées ? existe-t-il des pratiques et des discours syndicaux caractéristiques de ces régimes ?

Les journées de Berlin, inscrites dans la continuité de celles de Lyon, seront ouvertes par une synthèse des résultats de la réflexion collective entreprise début mai.

Les différents modules des journées consacrées à Berlin à l'analyse des « Régimes français et allemands de relations professionnelles face aux changements d'échelles : acteurs et modes de régulation » aborderont plus précisément les enjeux suivants :

i. *La régulation d'entreprise : moyen de flexibilisation ou cadre de nouvelles mobilisations collectives ?*

Dans les différents pays occidentaux, on assiste à un mouvement de décentralisation des régulations des relations professionnelles du niveau national de régulation (interprofessionnel ou de branche) en direction de l'entreprise. Comment interpréter cette transformation dans le cas de systèmes des relations professionnelles qui avaient construit des modalités d'interaction précises entre les instances de représentations des salariés dans l'entreprise et les négociations collectives ? Cette transformation mérite d'être analysée tant du point de vue de la constitution des acteurs que de la qualité des régulations qui émergent.

Quelles sont les possibilités de redéploiement des capacités de régulation des syndicats et des associations professionnelles en direction des institutions de consultation internes à l'entreprise ? De la même façon, les syndicats disposent-ils sur le terrain de l'entreprise des moyens de mobiliser efficacement les salariés ? De nouveaux modes d'action émergent-ils de ces transformations ?

Plus avant, les dynamiques des cadres et des acteurs du dialogue social ont également un impact sur les régulations à l'œuvre. Quels sont, en France et en Allemagne, les enjeux de la montée de l'entreprise comme cadre pertinent des régulations dans le domaine des relations professionnelles ? Cette montée en puissance de l'entreprise – voire de l'établissement – dans les régulations remet-elle en cause l'architecture des systèmes antérieurs de relations industrielles ? Les accords engrangés portent-ils principalement sur la flexibilisation ? Ou est-ce qu'au contraire, l'échelon local de négociation permet de dégager des accords innovants ?

ii. *La territorialisation des négociations collectives : extension du champ d'application du dialogue social ou mise en concurrence des territoires ?*

Le mouvement de décentralisation de l'action publique, en France et en Allemagne, vient s'adosser à l'évolution constatée dans le domaine des relations professionnelles. De nouveaux espaces de régulation et de nouveaux enjeux s'ouvrent depuis plusieurs années à présent. Les acteurs sociaux sont ainsi confrontés à l'émergence de « territoires » comme espace clé de référence de l'action sociale ; l'échelle pertinente est parfois le local, l'infra-régional ou le régional. Dans ces nouveaux espaces, les problèmes à traiter, à la jonction du social et de l'économique, lient souvent travail et conditions d'emploi autour d'un projet de développement. En conséquence, les configurations d'acteurs sont la plupart du temps plus ouvertes à d'autres acteurs que ceux des relations professionnelles.

Des analyses ont montré que ces derniers étaient en France moins bien organisés dans des cadres décentralisés que leurs homologues allemands au début des années 90. Les processus de constitution des acteurs se font-ils jour également en France ? En Allemagne, les articulations entre l'adaptation des régulations aux spécificités régionales renforcées depuis la réunification et le souci

traditionnel d'égalité des conditions de vie et de l'activité économique ont-elles permis de réduire les tensions ?

Au-delà de ces questions, on constate l'implication renforcée des organisations des relations professionnelles dans l'action publique territoriale dans des domaines tels la formation, l'emploi, le temps de travail ou encore le développement économique régional. Cette ouverture du champ d'intervention des acteurs sociaux conduit cependant rarement à l'émergence de véritables négociations territoriales productrices de règles collectives. Toutefois, dans bien des cas, cette « *soft law* » – souvent plus incitative que posant des obligations – a tendance à se solidifier et l'enjeu de ces processus est la capacité des acteurs à construire des règles de moyenne portée et à peser sur le développement de la gouvernance régionale. Comment les activités traditionnelles de régulation du monde du travail organisées par ces acteurs sont-elles affectées par cette tendance au développement d'instances territoriales ?

Enfin, l'Etat est au centre des transformations à l'œuvre. Le renforcement de l'implication des acteurs sociaux dans l'action publique territoriale renvoie-t-il avant tout à un projet de légitimation d'une forme de décentralisation qui tend paradoxalement à renforcer les concurrences entre territoires – fédéralisme de concurrence dans le cas allemand – ou s'efforce-t-il au contraire d'explorer des voies nouvelles vers la formulation d'un intérêt général plus facilement saisissable ou négociable à l'échelon régional ?

iii. L'Européanisation : dynamique politico-institutionnelle ou « construction par le bas » ?

Enfin, les modèles nationaux de régulation des relations professionnelles sont exposés au développement des régulations européennes. Dans ce contexte également, se pose la question des dynamiques à l'œuvre, de la constitution des acteurs mais aussi de la qualité des régulations produites.

Le dialogue social européen se construit à la fois à l'initiative de la Commission, ou d'organisations collectives comme la Confédération Européenne des Syndicats ou encore d'entreprises transnationales. Est-on alors en présence d'une simple juxtaposition d'actions institutionnelles et de pratiques isolées ou est-ce que des articulations cohérentes se dessinent progressivement ?

Les acteurs émanant des organisations patronales (UNICE) et syndicales (CES) nationales restent des acteurs collectifs en voie de constitution. Quelles sont les relations de ces organes fédéraux aux organisations nationales ?

Enfin, le développement d'un espace européen de la régulation sociale s'appuie sur des instruments privilégiés que sont le comité d'entreprise européen, le statut de l'entreprise européenne ou encore les régulations transnationales de branche. Quelles sont les qualités spécifiques des régulations produites par ces différents instruments ?

Conclusion :

Penser l'architecture des systèmes de relations professionnelles en terme d'arènes de pouvoir

Les fortes recompositions des systèmes français et allemands de relations professionnelles analysées nous invitent à poser la question de l'architecture générale de ces systèmes. L'entreprise, la branche, l'interprofessionnel ou l'Europe sont des arènes de pouvoir au sein desquelles se joue la confrontation entre intérêts salariés et intérêts patronaux. Chacune de ces arènes est organisée par des institutions qui confèrent aux acteurs en présence des ressources de pouvoir

spécifiques. Plus encore, les acteurs en présence disposent de ressources propres – capacités d'action, de mobilisation, à maîtriser la formulation des problèmes pertinents, etc. – qui sont également spécifiques à chacune de ces arènes.

L'étude des articulations institutionnelles – une division des objets et formes de régulation est-elle instituée ?-, procédurales – des négociations de mise en œuvre dans les entreprises sont-elles prévues dans les accords de branche ? – ou enfin, les articulations organisationnelles au sein même des acteurs principaux des relations professionnelles que sont les organisations syndicales et patronales sont d'une importance cruciale – quelles formes d'intégration, de centralisation ou au contraire d'autonomie des acteurs en présence ? – permet une première analyse des recompositions qui affectent l'architecture générale des systèmes de relations professionnelles.

Cette perspective ouvre également la possibilité de mettre en parallèle les relations entre arènes de pouvoir dans le champ des relations professionnelles avec celles qui prévalent dans le domaine de l'action publique. Dans le cas de l'Allemagne par exemple, la force des organisations syndicales et patronales – leur cohésion, leur bon niveau de coordination entre niveau fédéral, des *Länder*, local et même de l'entreprise – constituait un atout décisif face à des acteurs publics souvent divisés par le fonctionnement souvent lourd de conflits du fédéralisme allemand. En France comme en Allemagne, la dynamique des relations centre-périphérie au sein des pouvoirs publics – et particulièrement dans les filières du travail, de l'emploi, de la protection sociale, de la formation professionnelle, etc. – interagit directement sur les relations entre arènes de pouvoir au sein de l'univers des relations professionnelles.

Cette grille de lecture, si elle ne permet sans doute pas d'épuiser à elle seule la complexité des évolutions à l'œuvre, permet de lancer le débat sur la recomposition de l'architecture des régimes français et allemand et de relations professionnelles.